

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

30 août 2021

PROPOSITION

**visant à instituer une commission d'enquête
parlementaire chargée d'examiner
les circonstances qui ont abouti
aux inondations survenues en Belgique
en juillet 2021, ainsi que la gestion
de cette crise, l'organisation des secours et
leur suivi**

(déposée par
Mme Yngvild Ingels et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

30 augustus 2021

VOORSTEL

**tot oprichting van een parlementaire
onderzoekscommissie belast met
het onderzoek naar de omstandigheden
die hebben geleid tot de overstromingen
in België van juli 2021, met inbegrip
van de aanpak van de crisis, de organisatie
van de hulpverlening en de opvolging ervan**

(ingediend door
mevrouw Yngvild Ingels c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Entre le 13 et le 15 juillet 2021, plusieurs villes et communes de l'est de la Belgique ont été touchées par des précipitations particulièrement abondantes qui ont provoqué de graves inondations dans plusieurs régions. Les dégâts matériels qu'elles ont causés furent considérables: plusieurs maisons se sont effondrées tandis que d'autres ont été tellement endommagées par l'eau et par les coulées de boue qu'elles devront probablement être abattues ou faire l'objet de lourdes réparations. Le courant a également emporté des routes et des ponts, et le trafic ferroviaire a été fortement perturbé dans de vastes régions de la Wallonie. De nombreuses familles ont été privées d'électricité et cette catastrophe a rendu l'eau impropre à la consommation.

Le bilan humain de cette catastrophe fut particulièrement lourd. En effet, elle a coûté la vie à 41 personnes, dont plusieurs avaient été portées disparues dans un premier temps, au cours de la semaine qui a suivi les inondations.

Certaines régions des provinces de Liège, de Namur, de Luxembourg, de Hainaut, de Limbourg, du Brabant wallon et du Brabant flamand ont été touchées par des inondations sans précédent. Les communes le plus lourdement impactées se situent principalement en province de Liège, où la Vesdre, l'Ourthe et la Meuse n'ont pas pu absorber (à temps) d'énormes quantités d'eau. Les communes de Pepinster, Verviers, Trooz, Chaudfontaine, Tilff et Angleur (Liège), Theux et Spa ont dès lors vécu des heures tragiques, mais d'autres communes ont aussi été durement touchées. Le village de Mouland (Fourons – province de Limbourg) a par exemple aussi été temporairement inondé lorsque la Berwinne est sortie de son lit.

S'il est vrai que personne n'aurait pu prédire avec précision que ces inondations causeraient de tels dégâts, il convient de soumettre cette catastrophe à un examen approfondi afin d'en tirer des leçons pour l'avenir. En effet, les autorités politiques ont pris des mesures (avant, durant et après les inondations) qui soulèvent de sérieuses questions et méritent une enquête approfondie. Les mesures prises par le gouvernement wallon seront toutefois largement exclues de cet examen, leur analyse étant laissée à l'appréciation de la commission d'enquête du Parlement wallon dans le plein respect de la répartition des compétences. Ces événements

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Tussen 13 en 15 juli 2021 kregen verschillende steden en gemeenten in het oosten van België te maken met bijzonder hoge neerslaghoeveelheden. Dit leidde in verschillende streken tot zware overstromingen. De materiële schade is enorm: verschillende huizen stortten in, anderen zijn zodanig beschadigd door de wateroverlast en modderstroom dat ze waarschijnlijk moeten worden afgebroken of zware herstellingen dienen te ondergaan. Ook werden wegen en bruggen weggespoeld door de sterke waterstroom en werd het treinverkeer zwaar verstoord in grote delen van Wallonië. Talrijke gezinnen vielen zonder stroom en ook het drinkwater raakte zwaar vervuild.

De menselijke tol is enorm zwaar. Minstens 41 mensen kwamen om bij de natuurramp, waarvan er in de week na de overstromingen velen nog eerst als vermist werden opgegeven.

De wateroverlast was ongezien in delen van de provincies Luik, Namen, Luxemburg, Henegouwen, Limburg, Waals-Brabant en Vlaams-Brabant. De zwaarst getroffen gemeenten bevonden zich over het algemeen in de provincie Luik doordat de rivieren de Vesder, de Ourthe en de Maas de enorme hoeveelheden water niet (tijdig) konden verwerken. Dit had als gevolg dat Pépinster, Verviers, Trooz, Chaudfontaine, Tilff en Angleur (Luik), Theux en Spa het zwaar te verduren kregen, maar ook in vele andere gemeenten was er enorme schade. De rivier de Berwijn zorgde dan weer voor tijdelijke wateroverlast in Moelingen (Voeren – provincie Limburg) doordat zij buiten haar oevers was getreden.

Hoewel niemand exact had kunnen voorspellen dat de impact van de hoge waterval zo extreem zou kunnen zijn, dient de situatie wel uitvoering te worden onderzocht om lessen te kunnen trekken naar de toekomst toe. Er zijn acties gesteld door politieke overheden (in aanloop van, tijdens en na de overstromingen) die toch ernstige vragen doen rijzen en verder onderzoek verdienen. De acties van de Waalse regering worden hier grotendeels uitgesloten en overgelaten aan de onderzoekscommissie in het Waals Parlement, in volle respect voor de bevoegdheidsverdeling. Gezien er echter ook een federale component aan het hele crisisgebeuren vasthangt, dient

tragiques ayant toutefois également une dimension fédérale, il convient aussi de charger le Parlement fédéral d'instituer une commission d'enquête chargée d'examiner et d'évaluer plusieurs éléments.

Premièrement, pour pouvoir y voir clair dans le chaos, il conviendra d'établir la chronologie (et l'histoire) des faits et des décisions qui ont précédé les inondations.

Deuxièmement, il conviendra d'analyser le déclenchement et l'arrêt de la phase fédérale activée le 15 juillet et qui a déjà pris fin le 26 juillet 2021. Il conviendra aussi de déterminer les éléments décisifs ayant justifié la décision de déclencher la phase fédérale, les mesures prises durant celle-ci et la manière dont les gouverneurs y ont été associés. En outre, contrairement à ce qu'a annoncé la ministre de l'Intérieur, la phase aigüe de la gestion de crise n'était pas encore totalement terminée le 26 juillet 2021. À cet égard, il conviendra également d'étudier la dimension du "suivi" de la gestion de crise. Il semble en effet que notre système n'était pas (encore) en mesure de faire face à cette crise. Lorsqu'une crise systémique a des conséquences (qui durent dans le temps), elle doit être gérée efficacement. Or, ce ne fut pas le cas lors de ces inondations. Les secours auraient dû être dispensés sous toutes leurs formes pour assurer le suivi de cette catastrophe avant de décider de mettre fin à la phase fédérale et de revenir à un niveau inférieur, c'est-à-dire au niveau provincial. Aussi la commission d'enquête parlementaire devra-t-elle également se pencher sur l'arrêt de la phase fédérale et analyser les critères pris en compte pour y mettre fin, ainsi que la manière dont l'aide fédérale a pu être maintenue.

Troisièmement, la commission d'enquête parlementaire devra étudier la marche à suivre pour aboutir à un déploiement plus efficace de l'ensemble de nos services de secours en cas de crise systémique. Dans ce cadre, elle pourra notamment (mais pas exclusivement) étudier le rôle de la Protection civile réformée. Il conviendra, par exemple, d'évaluer la répartition des rôles entre la Protection civile réformée en qualité de service spécialisé de deuxième ligne et les services d'incendie réformés, d'examiner les effectifs actuels de la Protection civile et de déterminer les causes éventuelles d'un possible manque de personnel.

Quatrièmement, plusieurs questions se posent à propos de la gestion des risques prioritaires (et de la préparation à ceux-ci). Après une première étude consacrée en 2004 aux risques potentiels auxquels la Belgique pourrait être confrontée (étude FRISK), le Centre de crise national (NCCN) a coordonné, en 2018, un vaste exercice d'évaluation des risques. Sur la base

ook het Federaal Parlement een onderzoek te gelasten om verschillende zaken te bestuderen en evalueren.

Om duidelijkheid te kunnen scheppen in de chaos, zou er ten eerste een chronologisch (en historisch) overzicht moeten worden gemaakt van de feiten en beslissingen die aan overstromingen vooraf gingen.

Ten tweede dient de afkondiging en beëindiging van de federale fase geanalyseerd te worden. Deze werd afgekondigd op 15 juli 2021 en reeds beëindigd op 26 juli 2021. Er moet onderzocht worden welke elementen doorslaggevend waren in de beslissing om de federale fase op te starten, welke acties ondernomen werden tijdens de federale fase en op welke wijze de gouverneurs hierbij betrokken waren. Daarnaast was de acute fase van het crisisbeheer op 26 juli 2021 nog niet helemaal afgelopen, ondanks tegenbericht van de minister van Binnenlandse Zaken. Hierbij dient ook het aspect "nazorg" van het crisisbeheer te worden belicht. Het lijkt alsof ons systeem hier (nog steeds) niet tegen opgewassen is: bij (langdurige) gevolgen van een systeemcrisis dient er afdoende gemanaged te worden, wat niet gebeurde bij de overstromingen. De hulpverlening diende al in al zijn vormen opgezet te zijn om in het aspect van de nazorg te kunnen voorzien, alvorens er werd beslist om de federale fase stop te zetten en terug te schalen naar een lager niveau, in dit geval provinciaal, voor het crisisbeheer. Daarom dient de parlementaire onderzoekscommissie zich ook over het einde van de federale fase te buigen en te analyseren welke criteria leidden tot de beëindiging van deze fase en op welke wijze er nog federale ondersteuning werd voorzien.

Een derde taak van de parlementaire onderzoekscommissie dient zich te focussen op het bekomen van een effectievere inzetbaarheid van al onze hulpdiensten tijdens systeemcrissen, waarbij onder meer (maar niet exclusief) kan gekeken worden naar de hervormde Civiele Bescherming. Zo dient men de rolverdeling van de hervormde Civiele Bescherming als gespecialiseerde tweedelijnsdienst ten aanzien van de hervormde brandweerdiensten te evalueren, de huidige personeelsbezetting bij Civiele Bescherming te bekijken en de mogelijke redenen te zoeken die aan de grondslag ligt van een eventueel tekort aan personeel.

Ten vierde zijn er verschillende vragen te stellen met betrekking tot de aanpak (en voorbereiding) van prioritaire risico's. Na een eerste studie over de potentiële risico's die zich konden voordoen in België in 2004 (FRISK-studie), werd in 2018 een grootschalige risicobeoordeling gecoördineerd door het nationaal Crisiscentrum (NCCN). Aan de hand van een analyse van de waarschijnlijkheid

d'une analyse de la probabilité et de l'incidence de divers scénarios de risques, il a procédé à l'identification de dix risques prioritaires pour la période 2018-2023. S'agissant des inondations qui ont touché notre pays en juillet 2021, deux risques prioritaires peuvent être retenus: la "météo extrême" et les "inondations".

En ce qui concerne les phénomènes météorologiques extrêmes, la ministre de l'Intérieur a déclaré, en réponse à la question écrite n° 176 du 16 décembre 2020 de la députée Yngvild Ingels: "les scénarios de conditions météorologiques extrêmes ont été quantifiés plus en détail sur la base des données publiques de l'IRM. L'objectif est de pouvoir établir un lien dans les analyses futures avec des scénarios météorologiques extrêmes et la perturbation de certains objets de risque. Le NCCN, en collaboration avec les partenaires compétents, établira un programme afin d'examiner dans quelle mesure l'impact sociétal et la probabilité des différents risques "safety & security" pourrait augmenter, ainsi que les nouveaux risques qui pourraient se manifester sous l'influence du changement climatique. En outre, le NCCN se penchera également sur la manière dont la planification d'urgence et la gestion de crise doivent être organisées, voire adaptées, en pareils cas". À cet égard, il convient de se demander si ce programme a effectivement été entamé ou quelles actions ont déjà été entreprises à cette fin, et quel suivi y a été accordé. La question se pose également de savoir si ces travaux ont déjà abouti à l'actualisation de la planification d'urgence et de l'organisation de la gestion de crise, le cas échéant, et, dans la négative, pour quelles raisons.

En réponse à la question écrite précitée, la ministre de l'Intérieur a déclaré, au sujet du risque prioritaire "inondations": "Un plan d'urgence non formalisé a été réalisé avec les partenaires en 1997. Sa dernière mise à jour date de 2011. Néanmoins, selon la vision décrite ci-dessus, il ressort qu'une situation d'urgence découlant du risque d'inondation pourrait être gérée selon les principes généraux de la gestion de crise repris dans l'AR de 2003. C'est pourquoi en 2020, il a été décidé de ne pas réviser le plan particulier "inondations" mais de plutôt rédiger deux fiches planification d'urgence: une fiche sur les inondations pluviales et une fiche concernant les inondations au départ de la mer."

Cette réponse soulève plusieurs questions. En ce qui concerne le plan fédéral d'urgence "inondations et catastrophes naturelles", il convient de se demander si les parties prenantes le connaissent suffisamment, comment les exercices relatifs à ce plan se sont déroulés ces dernières années, pourquoi il n'a pas été décidé de procéder à une révision ou à une actualisation de ce plan et quels acteurs ont été entendus à ce propos. Il serait dès lors particulièrement indiqué d'évaluer la structure

et de l'impact van diverse risicoscenario's, werden voor de periode 2018-2023 tien prioritaire risico's aangeduid. Met betrekking tot de overstromingen die ons land in juli 2021 teisterden, kunnen we twee prioritaire risico's zien opspelen: die van het "extreem weer" en die van "overstromingen".

Wat betreft het extreem weer, antwoordde de minister van Binnenlandse Zaken eerder op de schriftelijke vraag nr. 176 van 16 december 2020 van Kamerlid Ingels dat "op basis van de openbare data van het KMI, de extreem weer scenario's verder in detail worden gekwantificeerd. De bedoeling hiervan is om in toekomstige analyses de link te kunnen leggen met extreem weer scenario's en de verstoring van bepaalde risico-objecten. Het NCCN zal hiervoor samen met de bevoegde partners, een programma opzetten om te onderzoeken in welke mate de maatschappelijke impact en de waarschijnlijkheid van de verschillende *safety*- en *security*-risico's zich kunnen manifesteren onder invloed van de klimaatverandering. Bovendien zal het NCCN zich ook buigen over hoe de noodplanning en het crisisbeheer in dergelijke gevallen georganiseerd dan wel aangepast dient te worden". De vraag stelt zich hierbij of dergelijk programma tot onderzoek effectief is opgezet of welke handelingen hier reeds toe waren gesteld en welke opvolging hieraan is gegeven. Ook stelt zich de vraag of dit tot een aanpassing van de noodplanning en de organisatie van het crisisbeheer in dergelijke gevallen heeft geleid, of niet, en welke redenen daar aan de grondslag van lagen.

In dezelfde schriftelijke vraag stelde de minister van Binnenlandse Zaken dat met betrekking tot het prioritaire risico van "overstromingen" "een niet-geformaliseerd noodplan samen met de partners in 1997 werd opgesteld en voor het laatst in 2011 werd bijgewerkt. Toch blijkt uit de hierboven beschreven visie dat een noodsituatie als gevolg van het overstromingsrisico kan worden beheerst volgens de algemene beginselen van het crisisbeheer die in het koninklijk besluit van 2003 zijn vastgelegd. Daarom werd besloten om in 2020 het specifieke "overstromingsplan" niet te herzien, maar om twee noodplanfiches op te stellen: een fiche over pluviale overstromingen en een fiche over overstromingen vanuit de zee."

Dit antwoord roept verschillende vragen op. Wat betreft het federale noodplan overstromingen en natuurrampen, kan de vraag gesteld worden of dit voldoende gekend was bij de betrokken actoren, hoe de oefening hiervan verliep de laatste jaren, waarom niet werd beslist tot een herziening of update van dit noodplan en welke actoren hierbij gehoord werden. Een evaluatie bij de coördinatiestructuur is hier in het bijzonder ook aangewezen, gezien dit tijdens de overstromingen toch

de la coordination dès lors qu'il est apparu qu'elle a posé certains problèmes durant les inondations. En effet, les secouristes professionnels et les volontaires ne se sont pas plaints du manque d'aide, mais bien du manque de coordination de l'aide. Il conviendra également d'examiner l'analyse des risques et le compte rendu de la situation dont les services de secours devaient disposer. Il conviendra ensuite de les comparer à la gestion actuelle de la crise suivant les principes généraux établis par l'arrêté royal du 31 janvier 2003 portant fixation du plan d'urgence pour les événements et situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national, principes qui ont été jugés suffisants par la ministre (dans sa réponse à la question écrite précitée) pour gérer des inondations de grande ampleur. En ce qui concerne la "fiche inondations pluviales" mentionnée par la ministre dans le passage cité plus haut, il conviendra d'examiner si et comment cette fiche a effectivement été appliquée durant les inondations de juillet et quels correctifs il est recommandé d'y apporter.

Cinquièmement, il conviendra d'examiner la création, le rôle et la contribution finale de la Cellule d'Appui fédérale. Cette cellule, créée par la ministre de l'Intérieur, a été adjointe au "Commissariat spécial à la reconstruction" mis en place par le gouvernement wallon. Elle est active depuis le 6 août 2021. Cette cellule devait servir à aider les autorités wallonnes à poursuivre leur gestion de la crise et à fournir l'aide d'urgence aux régions sinistrées. L'installation de cette cellule de crise au sein du Commissariat wallon à la reconstruction est plutôt étrange, car les provinces devaient pouvoir jouer leur rôle et avaient besoin du soutien du niveau fédéral. Le mode de communication adopté à cet égard devra également être examiné à la lumière du fait que l'annonce de ce soutien fédéral (supplémentaire) n'a pas été communiquée à la presse wallonne.

Sixièmement, il conviendra d'analyser l'aide fournie aux victimes. À cet égard, il conviendra d'examiner les considérations ayant présidé à la décision de ne finalement pas recourir au dispositif BE-alert pour l'évacuation des victimes. Quels sont les problèmes qui se sont posés en matière d'assurance et comment peut-on y remédier? Selon quelles modalités et à quel moment une aide psychosociale a-t-elle été dispensée conformément à l'obligation prévue par le Plan d'intervention psychosociale (PIPS)? Des manquements ont-ils été constatés et quelles recommandations convient-il dès lors de formuler à cet égard? Comment la communication avec les victimes s'est-elle déroulée tout au long du processus, du déclenchement de la catastrophe jusqu'à ce jour? Et quelles améliorations peut-on y apporter? Les victimes ayant quasiment tout perdu, nous devons absolument éviter qu'elles soient doublement pénalisées en les aidant le mieux possible maintenant et à l'avenir.

een heikel punt bleek te zijn: zowel professionele hulpverleners als vrijwilligers klaagden niet zozeer over het gebrek aan hulp, maar wel het gebrek aan coördinatie van deze hulp. Ook de risicoanalyse en beeldvorming die voorhanden moest zijn voor de hulpdiensten dient in deze onder de loep te worden genomen. Dit dient vervolgens gelegd te worden naast de huidige aanpak van de crisis volgens de algemene beginselen van het koninklijk besluit van 31 januari 2003 tot vaststelling van het noodplan voor de crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen die als afdoende werden beoordeeld door de minister (in het antwoord op de schriftelijke vraag) om grootschalige overstromingen aan te pakken. Wat betreft de door de minister eerder genoemde "fiche pluviale overstromingen", dient te worden bekeken of en op welke wijze deze fiche effectief werd toegepast tijdens de overstromingen in juli en welke bijsturingen hiervan aanbevolen zijn.

Ten vijfde dient de oprichting, rol en finale prestatie van de Federale Ondersteuningscel te worden onderzocht. Deze ondersteuningscel werd toegevoegd aan het Waalse "*Commissariat Spécial à la Reconstruction*" opgericht door de minister van Binnenlandse Zaken en is sinds 6 augustus 2021 actief. De cel diende als hulp aan de Waalse overheid bij het verdere crisisbeheer en de noodhulp aan de getroffen gebieden. De installatie van dergelijke crisiscel bij de het Waals commissariaat voor herstel is eerder vreemd, gezien de provincies hun rol moesten kunnen vervullen en de ondersteuning van het federale niveau nodig hadden. Ook de wijze van communicatie dient hierbij belicht te worden met het oog op het feit dat de aankondiging van deze (extra) federale steun niet tot bij de Waalse pers was geraakt.

Ten zesde moet de hulp aan de slachtoffers geanalyseerd worden. Hierbij dient onderzocht te worden welke overwegingen aan de grondslag lagen van het uiteindelijke niet-gebruik van BE-alert met het oog op een evacuatie van de slachtoffers; welke problemen zijn opgetreden met de verzekeringen en hoe hieraan geremedieerd kan worden; op welke wijze en moment psychosociale ondersteuning verleend werd in lijn met de verplichting volgens het Psychosociaal Interventieplan (PSIP), of hier gebreken zijn opgevallen en welke aanbevelingen er vervolgens dienaangaande moeten worden geformuleerd; hoe de communicatie met de slachtoffers verliep doorheen het hele proces, vanaf het begin van de ramp tot op heden en welke verbeteringen hierin mogelijk zijn. Deze mensen zijn zo goed als alles kwijt, we dienen kost wat kost een tweede victimisatie te voorkomen door hen nu en naar de toekomst toe zo goed mogelijk bij te staan.

Enfin, la commission d'enquête parlementaire devra examiner les informations relatives au risque d'inondations transmises à notre pays à partir de l'étranger ou par les institutions compétentes, ainsi que la suite qui y a été réservée. L'organisme européen EFAS (*European Flood Awareness System*), qui établit des prévisions à propos des grands fleuves européens et émet des avertissements en cas de risque d'inondations, aurait contacté la Belgique pour la première fois le 12 juillet 2021 à propos d'un risque d'inondations dans le bassin de la Meuse. Ensuite, entre le 10 et le 14 juillet 2021, l'EFAS aurait en outre envoyé 25 avertissements aux institutions fédérales et régionales à propos du Rhin et de la Meuse. Il conviendra également d'examiner les avertissements complémentaires émis par les experts de l'IRM. Par ailleurs, la Grande-Bretagne aurait également averti la Belgique d'un risque potentiel d'inondations. Tous ces éléments devront être examinés: Qui a reçu quelles informations et à quel moment? Quelles suites y a-t-on données? Comment la transmission des informations s'est-elle déroulée?

Les inondations qui ont frappé notre pays en juillet 2021 ont fait de trop nombreuses victimes et ont causé d'énormes dégâts matériels. Il appartient à présent à la Chambre des représentants d'éviter que les erreurs potentiellement commises se reproduisent lors de la gestion d'une autre crise de cette ampleur. L'instrument le plus adéquat pour atteindre cet objectif est une enquête menée par une commission d'enquête parlementaire, laquelle pourra en effet chercher la vérité dans les meilleures conditions, à charge et à décharge, par exemple en demandant des documents et en entendant, sous serment, les personnes concernées. Elle pourra ainsi déterminer, en connaissance de cause, quelles sont, le cas échéant, les responsabilités et quelles recommandations peuvent être formulées pour l'avenir. Nous demandons dès lors instamment la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire. Le délai proposé de six mois pour finaliser ses travaux est réaliste, mais pourra, au besoin, être prolongé par la Chambre.

Als laatste dient de parlementaire onderzoekscommissie zich te buigen over de informatie aangaande het overstromingsgevaar die ons land ontving vanuit het buitenland of bevoegde instellingen en op welke wijze hieraan gevolg is gegeven. Het EFAS (*European Flood Awareness System*), dat voorspellingen maakt over grote Europese waterlopen en waarschuwingen uitstuurt wanneer overstromingen dreigen, zou ons land voor het eerst op 12 juli 2021 gecontacteerd hebben met betrekking tot overstromingsgevaar van het Maasbekken. Tussen 10 en 14 juli 2021 zou het EFAS vervolgens nog 25 waarschuwingen hebben verstuurd aan federale en regionale instellingen over de Rijn en de Maas. Ook een aanvulling hiervan door de experten van het KMI, moet worden bekeken. Daarnaast zou ook Groot-Brittannië ons land op voorhand hebben geïnformeerd over een potentieel groot overstromingsgevaar. Dit alles dient te worden onderzocht: wie ontving welke melding op welk moment, welk gevolg is hieraan gegeven, hoe verliep de informatiedoorstroming?

De overstromingen die ons land teisterden in juli 2021, hebben teveel slachtoffers gemaakt en een enorme ravage aangericht. Het is nu aan de Kamer van volksvertegenwoordigers om te voorkomen dat mogelijke fouten in het beheer van dergelijke grootschalige crisis opnieuw voorkomen. Het meest aangewezen instrument is hierbij een onderzoek via een parlementaire onderzoekscommissie, gezien zij in de beste omstandigheden kan zoeken naar de waarheid, *à charge* en *à décharge*, bijvoorbeeld door documenten op te vragen en de betrokkenen onder ede te horen. Zo zal zij met kennis van zaken de eventuele verantwoordelijkheden kunnen nagaan, alsook welke aanbevelingen voor de toekomst kunnen worden geformuleerd. Om deze reden dringen wij met aandrang aan op de oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie. De vooropgestelde timing om binnen zes maanden de werkzaamheden af te ronden, is realistisch, maar kan indien nodig verlengd worden door de Kamer.

Yngvild INGELS (N-VA)
 Peter DE ROOVER (N-VA)
 Koen METSU (N-VA)
 Sigrid GOETHALS (N-VA)

PROPOSITION

Article 1^{er}

§ 1^{er}. Il est institué une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner toutes les circonstances ayant abouti aux inondations qui ont touché la Belgique en juillet 2021, ainsi que la manière dont cette crise a été anticipée et gérée.

Les missions suivantes sont confiées à cette commission d'enquête:

1° procéder à une reconstitution chronologique et historique de l'ensemble des faits ayant abouti aux inondations des 14 et 15 juillet 2021;

2° examiner le déclenchement et l'arrêt de la phase fédérale en accordant une attention particulière aux opérations d'aide déployées immédiatement après la catastrophe et en vue d'un retour à la normale;

3° analyser l'organisation, la capacité de mobilisation et l'efficacité de nos services de secours, en cas de crise systémique, en évaluant notamment la réforme de la Protection civile de 2017; cette évaluation portera notamment sur la répartition des rôles de la Protection civile en tant que service spécialisé de deuxième ligne par rapport aux services d'incendie réformés, le personnel actuellement occupé auprès de la Protection civile et les raisons pouvant être à l'origine d'un éventuel sous-effectif; en outre, la collaboration entre les zones de secours sera examinée, et la capacité de mobilisation de la Défense, de la Croix-Rouge et d'autres organisations de secours sera soumise à un examen approfondi, l'objectif de cette analyse devant être de garantir une réponse globale, flexible et efficace de l'ensemble de nos services de secours en cas de crise systémique;

4° en ce qui concerne la gestion des risques prioritaires définis par le Centre de crise national (NCCN) en 2018 pour les cinq années à venir, procéder à une analyse visant à:

a) déterminer quelles actions avaient déjà été prises par le NCCN (en collaboration avec des partenaires éventuels) en vue de la mise en œuvre d'un programme pour le risque prioritaire "météo extrême" afin de mesurer l'impact sociétal du changement climatique et la probabilité des risques y afférents en termes de sûreté et de sécurité. En outre, la commission déterminera si le NCCN s'était déjà interrogé sur la manière d'organiser ou d'actualiser la planification d'urgence et la gestion

VOORSTEL

Artikel 1

§ 1. Er wordt een parlementaire onderzoekscommissie ingesteld, belast met het onderzoek naar alle omstandigheden die hebben geleid tot de overstromingen in België van juli 2021, alsook naar de anticipatie en het beheer van de crisis.

De taak van de onderzoekscommissie bestaat erin:

1° een chronologische en historische reconstructie te maken van alle feiten die hebben geleid tot de overstromingen van 14 en 15 juli 2021;

2° de afkondiging en beëindiging van de federale fase te onderzoeken, met specifieke aandacht voor de handelingen die werden ondernomen ter opstart van de nazorg en terugkeer naar een normale situatie;

3° een analyse te maken van de organisatie, inzetbaarheid en effectiviteit van onze hulpdiensten in systeemcrisissen, door onder meer een evaluatie van de hervorming van de Civiele Bescherming van 2017 waarin onder andere wordt gekeken naar de rolverdeling van de Civiele Bescherming als gespecialiseerde tweedelijnsdienst ten aanzien van de hervormde brandweerdiensten, de huidige personeelsbezetting bij Civiele Bescherming en de mogelijke reden die aan de grondslag ligt van een eventueel tekort aan personeel; tevens wordt de samenwerking tussen de verschillende hulpverleningszones onderzocht en wordt de inzetbaarheid van Defensie, het Rode Kruis en andere hulporganisaties dieper bestudeerd. Het uitgangspunt van deze analyse dient gericht te zijn op het verzekeren van een globale, flexibele en effectieve respons van al onze hulpdiensten tijdens een systeemcrisis;

4° met betrekking tot de aanpak van prioritaire risico's, die in 2018 voor de komende vijf jaar werden gedefinieerd door het nationaal Crisiscentrum (NCCN), een analyse te maken van:

a) welke handelingen reeds waren gesteld in het opzetten van een programma wat betreft het prioritaire risico van "extreem weer" door het NCCN (in samenwerking met eventuele partners) om te kijken in welke mate de maatschappelijke impact en de waarschijnlijkheid dat de verschillende *safety- and security*-risico's zich kunnen manifesteren onder invloed van de klimaatverandering. Daarnaast wordt tevens een analyse gemaakt van het feit of het NCCN zich reeds had gebogen over hoe de

de crise en pareil cas, et sur l'état d'avancement des préparatifs à cet effet;

b) déterminer, en ce qui concerne le risque prioritaire "inondations", si le plan fédéral d'urgence inondations et catastrophes naturelles a été déclenché et s'il est toujours à jour, si les missions des cellules prévues par le plan national d'urgence "inondations" étaient suffisamment connues des acteurs visés, comment les exercices y afférents se sont déroulés ces dernières années, pourquoi il n'a pas été décidé de procéder à une révision ou à une actualisation de ce plan et quels acteurs ont été entendus à ce sujet. Dans ce cadre, il sera également procédé à l'évaluation de la structure de la coordination: quelles structures ont-elles été utilisées ou non, et pourquoi? La commission examinera par ailleurs la question de la suffisance de l'analyse des risques, la question de savoir si les services de secours disposaient de suffisamment d'informations sur la situation, ainsi que les circonstances dans lesquelles et le moment où l'évacuation des victimes a été examinée ou décidée. Cette analyse devra ensuite être comparée à la gestion actuelle de la crise, notamment en examinant la mesure dans laquelle cette gestion est conforme aux principes généraux établis par l'arrêté royal du 31 janvier 2003 portant fixation du plan d'urgence pour les événements et situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national, et si ces principes sont ou ont été effectivement adéquats pour gérer des inondations de grande ampleur. Concernant la fiche relative aux inondations pluviales mentionnée par la ministre de l'Intérieur, il conviendra d'examiner si et dans quelle mesure cette fiche a été appliquée et sur quels points il peut être recommandé de l'actualiser;

5° évaluer la création, le rôle et le déploiement d'une unité fédérale d'appui;

6° en ce qui concerne l'aide aux victimes:

a) déterminer pourquoi il a finalement été décidé de ne pas recourir au dispositif BE-alert en vue de l'évacuation des victimes;

b) déterminer les problèmes qui se sont posés en matière d'assurance et comment y remédier;

c) déterminer comment et quand les services ont dispensé une aide psychosociale conformément à l'obligation prévue par le Plan d'intervention psychosocial (PIPS), identifier les carences éventuelles à cet égard et déterminer les recommandations pouvant être formulées *a posteriori* en la matière;

noodplanning en het crisisbeheer in dergelijke gevallen georganiseerd dan wel aangepast diende te worden, of hoe ver zij met de voorbereidingen hiertoe stond;

b) wat betreft het prioritaire risico van "overstromingen", of het federaal noodplan overstromingen en natuurrampen werd aangewend en nog op punt staat, of de taken van de cellen in het nationaal noodplan overstromingen voldoende gekend waren bij de relevante actoren, hoe de oefening hiervan is gelopen de laatste jaren, waarom niet werd beslist tot een herziening of update van dit noodplan en welke actoren hierbij gehoord werden. Hierbij hoort ook een evaluatie van de coördinatiestructuur: welke structuren werden wel of niet gebruikt en omwille van welke redenen? Tevens dient te worden onderzocht of de risicoanalyse op afdoende wijze was opgesteld, of er voldoende beeldvorming voorhanden was voor de hulpdiensten en hoe en op welk moment de evacuatie van de slachtoffers is besproken of beslist. Deze analyse dient vervolgens naast de huidige aanpak van de crisis te worden gelegd, inclusief onderzoek in welke mate deze via de algemene beginselen van het koninklijk besluit van 31 januari 2003 tot vaststelling van het noodplan voor de crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen is verlopen en of deze beginselen inderdaad afdoende zijn of waren om grootschalige overstromingen mee aan te pakken. Met betrekking tot de door de minister van Binnenlandse Zaken eerder genoemde "fiche pluviale overstromingen", dient te worden bekeken of en op welke wijze deze fiche werd toegepast en welke bijsturingen hiervan aanbevolen kunnen zijn;

5° de oprichting, de rol en inzet van de federale ondersteuningseenheid, te evalueren;

6° met betrekking tot de hulp aan de slachtoffers, te analyseren:

a) welke overwegingen aan de grondslag lagen van het uiteindelijke niet-gebruik van BE-alert het oog op een evacuatie van de slachtoffers;

b) welke problemen zijn opgetreden met de verzekeringen en hoe hieraan gereedmedieerd kan worden;

c) op welke wijze en moment psychosociale ondersteuning is verleend, in lijn met de verplichting om hierin te voorzien volgens het Psychosociaal Interventieplan (PSIP), of hier gebreken zijn opgevallen en welke aanbevelingen er vervolgens dienaangaande dienen te worden geformuleerd;

d) déterminer comment la communication s'est déroulée avec les victimes tout au long des événements, du début de la catastrophe jusqu'à présent, et les améliorations possibles;

7° déterminer comment, à quel niveau et à quel moment précis la Belgique a été informée par les autres pays et par les institutions compétentes du risque potentiel d'inondations graves, et s'il a suffisamment été donné suite à ces informations.

§ 2. La commission consigne la relation de ses travaux dans un rapport public. Elle acte ses conclusions et formule, le cas échéant, ses observations quant aux responsabilités que l'enquête révèle, et ses propositions de recommandations visant l'amélioration des processus existants, en ce compris ses propositions sur une modification de la législation.

Art. 2

La commission est investie de tous les pouvoirs prévus par la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires.

Art. 3

Dans l'accomplissement de sa mission, la commission ne se substituera pas aux enquêtes du pouvoir judiciaire, ni aux enquêtes et procédures extrajudiciaires. Son enquête peut entrer en concours avec ces enquêtes et procédures, sans toutefois en entraver le déroulement.

Art. 4

La commission peut entendre toute personne qu'elle estime devoir faire comparaître et peut disposer de toutes les pièces qu'elle juge nécessaires à l'exécution de sa mission. La commission est mandatée pour procéder à des constats sur place et, le cas échéant, pour prendre les contacts internationaux requis pour l'accomplissement de sa mission.

Art. 5

La commission se compose de dix-sept membres que la Chambre des représentants désigne parmi ses membres conformément à la règle de la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Il est nommé un membre suppléant par groupe politique.

d) hoe de communicatie met de slachtoffers is verlopen doorheen het hele proces, vanaf het begin van de ramp tot op heden en welke verbeteringen hierin mogelijk zijn;

7° te controleren op welke wijze, op welk niveau en wanneer exact België werd geïnformeerd door andere landen en bevoegde instellingen over het potentieel probleem van zware overstromingen en of hier voldoende gevolg aan is gegeven.

§ 2. De commissie maakt van haar werkzaamheden een verslag, dat openbaar is. Zij vermeldt haar conclusies en formuleert, in voorkomend geval, opmerkingen over de verantwoordelijkheden die door het onderzoek aan het licht zijn gebracht, en aanbevelingen over de verbetering van bestaande processen, hierin inbegrepen voorstellen tot wijziging van de wetgeving.

Art. 2

De commissie krijgt alle bevoegdheden waarin de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek voorziet.

Art. 3

De commissie zal bij de uitoefening van haar opdracht niet in de plaats treden van de onderzoeken van de rechterlijke macht of van buitengerechtelijke onderzoeken en procedures. Haar onderzoek kan daarmee samenlopen maar mag het verloop ervan niet hinderen.

Art. 4

De commissie kan iedere persoon horen die ze meent te moeten laten verschijnen en zij kan beschikken over alle stukken die ze nuttig acht voor de vervulling van haar taak. De commissie is ertoe gemachtigd vaststellingen te doen ter plaatse en, in voorkomend geval, de internationale contacten te leggen die nodig zijn om haar taak te volbrengen.

Art. 5

De commissie bestaat uit zeventien leden die de Kamer van volksvertegenwoordigers aanwijst onder haar leden, volgens de regel van de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties.

Er wordt een plaatsvervanger benoemd per politieke fractie.

Les membres suppléants remplacent les membres effectifs du même groupe politique en cas d'absence pour cause de maladie ou de travaux parlementaires.

Avant la réunion, le président de la commission est informé de ce remplacement qui vaut pour toute la journée.

Art. 6

La commission peut, dans les limites budgétaires fixées par le bureau de la Chambre, prendre toutes les mesures qu'elle juge utiles pour mener son enquête avec l'expertise voulue.

À cet effet, elle peut faire appel à des experts et à des institutions spécialisées, au besoin dans le cadre d'un contrat de travail ou d'entreprise.

La durée de ces contrats ne pourra excéder celle des travaux de la commission.

Art. 7

Les réunions de la commission sont publiques. Toutefois, celle-ci peut décider à tout moment de se réunir à huis clos.

Il est interdit aux membres de la commission, ainsi qu'aux personnes qui, à quelque titre que ce soit, l'assistent ou participent à ses travaux, de divulguer des informations communiquées lors des réunions à huis clos de la commission.

Art. 8

La commission fait rapport à la Chambre des représentants, au plus tard le 28 février 2022, sauf décision expresse de la Chambre d'accorder un délai supplémentaire à la commission pour déposer son rapport.

19 août 2021

De plaatsvervangers vervangen de vaste leden van dezelfde politieke fractie ingeval van afwezigheid wegens ziekte of parlementaire werkzaamheden.

De voorzitter van de commissie wordt vóór de vergadering op de hoogte gebracht van die vervanging, die voor de hele dag geldt.

Art. 6

De commissie kan, binnen de perken van het budget dat het bureau van de Kamer haar toewijst, alle maatregelen nemen die zij nodig acht om haar onderzoek met de gewenste deskundigheid te verrichten.

Daartoe kan zij een beroep doen op deskundigen en gespecialiseerde instellingen, zo nodig in het kader van een arbeids- of een aannemingsovereenkomst.

De duur van die overeenkomsten mag die van de commissiewerkzaamheden niet overschrijden.

Art. 7

De commissievergaderingen zijn openbaar. De commissie kan echter op elk ogenblik beslissen met gesloten deuren te vergaderen.

Het is de leden van de commissie alsmede de personen die haar, in welke hoedanigheid ook, bijstaan of aan haar werkzaamheden deelnemen, verboden informatie te verspreiden die in de commissievergaderingen met gesloten deuren wordt meegedeeld.

Art. 8

De commissie brengt uiterlijk op 28 februari 2022 verslag uit aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, behoudens een uitdrukkelijke beslissing van de Kamer om de commissie een bijkomende termijn te gunnen voor de indiening van haar verslag.

19 augustus 2021

Yngvild INGELS (N-VA)
Peter DE ROOVER (N-VA)
Koen METSU (N-VA)
Sigrid GOETHALS (N-VA)